



ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE

Envoyé en préfecture le 08/01/2026

Reçu en préfecture le 08/01/2026

Publié le

ID : 022-212203145-20260108-ARRVO2026_005-AR

PORTANT AUTORISATION DE DEVIATION PAR LE PARKING DE L'ÉGLISE ET PORTANT INTERDICTION DE STATIONNEMENT

Le Maire de la Commune de Saint-Maudan,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée ;
 Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;
 Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles 2213-1 à 2213-6, 2215-4 à 2215-5 et 2131-1 à L.2215-5 ;
 Vu le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment les articles L2122-1 à L2125-1, L2212-1, L2212-2, L2213-1 à L2213-3 et L3111.1 ;
 Vu le Code de la route ;
 Vu le Code de la Voirie Routière et notamment son article L.113-2, L115-1, à L116-8, L123-8, L131-1 à L131-7, L141-10 et L141-11 ;
 Vu la demande en date du 09/01/2026, par laquelle M. TANGUY Nicolas pour l'entreprise TANGUY CONSTRUCTION demeurant 1 Le Cosquer 22530 SAINT-CONNED demande l'autorisation pour la réalisation de travaux sur le domaine public et plus particulièrement au 9 Rue Principale à partir du 09/01/2026 pour 42 jours calendaires :
 - Démolition du Bâtiment 09 Rue Principale.
 - occupation du domaine public sur ouvrages existants et ouvrages divers.
 - Dépôt de matériaux nécessaires à un chantier dont une grue et / ou Stationnement provisoire d'engins.
 - Suppression de 2 voies de circulation existantes pour création d'une déviation par le parking de l'église de Saint-Maudan avec création d'une seule voie avec alternat par feux tricolores.

Vu le Constat d'état des lieux d'avant travaux concernant la démolition de l'ancien restaurant en agglomération de la commune de Saint-Maudan Route Départementale 41 réalisé et signé des trois parties.
 Vu l'Avis favorable de l'Agence Technique Départementale (ATD) de Loudéac.

CONSIDERANT la nécessité d'effectuer la déviation de la D41 au niveau du 9 Rue Principale par le parking de L'Église, il convient d'interdire le stationnement du 09 janvier 2026 à 09h00 et ce jusqu'au 28/02/2026 à 23H59, de nuit comme de jour soit 51 jours.

ARRÊTE

Article 1 – Autorisation, mise en place et Responsabilité

À partir du 09 janvier 2026 à 09H00 et ce jusqu'au 28 février 2026 23h59 pour une durée de 51 jours, le stationnement est interdit sur le parking de l'Église. Il est autorisé la mise en place d'une déviation de la D41 au niveau du 09 Rue Principale afin que l'entreprise TANGUY CONSTRUCTION puisse réaliser les travaux de démolition du bâtiment situé au 9 Rue Principale comme autorisé par le Permis de démolir N°022 314 25 00001.

L'entreprise TANGUY CONSTRUCTION à Saint-Connec est en charge du chantier. L'entreprise TANGUY CONSTRUCTION a été choisi par M. PICHARD Anthony pour la réalisation des travaux de démolition.

Rappel : Le Propriétaire : M. PICHARD Anthony, domicilié à 1 Village Kério à Noyal-Pontivy, propriétaire de l'immeuble sis à 9 Rue Principale – A 422 – situé à 22600 Saint-Maudan

Il est demandé de se référer à l'arrêté ARRVO2026-004, concernant la circulation mise en place durant les travaux de démolition. De ce référé au constat réalisé par l'ATD de Loudéac le 07-01-2026 et à la mise en demeure réalisée par l'expert et transmise à l'entreprise TANGUY Construction et au propriétaire du bâtiment, M. PICHARD Anthony. Ces 3 documents reprennent les mesures et responsabilités de chacun.

Tout stationnement illicite sera considéré comme gênant et pourra faire l'objet d'une mise en fourrière.

Autres mesures indispensables suivantes à respecter :

- La fourniture, la pose de la signalisation temporaire ainsi que le suivi sera à la charge de l'entreprise TANGUY CONSTRUCTION de Saint-Connec.
- Il convient de mettre en place un itinéraire de déviation par le parking de l'église validé par l'ATD de Loudéac, la municipalité de Saint-Maudan et l'entreprise TANGUY CONSTRUCTION. Il est précisé que l'ATD ne pourra pas être tenue responsable des dégradations qui pourraient survenir par la mise en place de cette déviation et de ces travaux et des désordres subis de types, trous, faïençage ou autres (voir constat réalisé le 07-01-2026). De même, la commune a bien insisté sur le fait qu'en cas de dégâts, désordres et dégradations (de

types, trous, faïençage ou autres apparaissant) survenant par la mise en place de cette déviation sur le parking de l'église et sur la Départementale D41 au niveau des travaux au 9 Rue Principale des trottoirs, des abords, des pavés, du mobilier urbain et autres, la commune ne pourra pas être tenue responsable des dégradations qui pourraient survenir par la mise en place de cette déviation et de ses travaux de démolition mise dans son contrat avec M. PICHARD Anthony propriétaire du bien situé sis 9 rue Principale afin de définir les responsabilités si des dégradations venaient à survenir pendant ces travaux de démolition et de déviation.

- Le dépassement des véhicules est interdit.
- La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 km/h et ce dans l'emprise des feux dans la zone à 30 km/h déjà défini et mise en place par la commune de Saint-Maudan lors des travaux d'aménagement de bourg.
- Il est convenu que l'ATD va mettre à disposition de l'entreprise TANGUY CONSTRUCTION, 85 mètres de balises K16 pour créer un couloir de circulation ainsi que deux panneaux de signalisation temporaire de type K8, ainsi que la mise à disposition d'un anneau de type B2b (interdiction de tourner à droite + mention 3.5 tonnes).
- Il convient d'interdire le stationnement aux véhicules légers et poids lourds aux alentours du chantier et sur la place de l'église de Saint-Maudan;
- Il convient d'interdire de tourner à droite pour les poids lourds et véhicules de plus de 3.5 tonnes, exception est faite pour les transports scolaires, pour les véhicules venant de Loudéac et allant vers Gueltas / Saint-Maurice.
- Il conviendra de réaliser un constat d'état des lieux à la fin des travaux.
- Il conviendra pour la sécurité des piétons de mettre une interdiction « Ruelle des Ifs » de circulation dans les deux sens pour tous véhicules sauf riverains et de réserver cette rue pour le passage et la sécurité des piétons. La municipalité se charge de cette signalisation avec balisage pour les accès piétons.
- Notamment de mettre en place une circulation alternée pour les véhicules légers et pour les poids lourds par la pose de feux alternés.

Le travaux ne pourront se prolonger pour une durée supérieure à celle indiquée dans le présent arrêté. La voirie, les abords, les pavés, le mobiliers urbains et autres dégradations et désordres devront être rétablis dans leur état initial comme stipulé dans le constat de l'ATD du 07-01-2026b et ce à la charge de l'entreprise TANGUY CONSTRUCTION et /ou de M. PICHARD Anthony.

L'entreprise TANGUY CONSTRUCTION devra signaler et vérifier quotidiennement son chantier conformément aux dispositions suivantes en vigueur et s'engage à libérer dès que possible la voirie pour permettre la circulation et le stationnement normaux.

À charge pour l'entreprise TANGUY CONSTRUCTION de se conformer au présent arrêté, et de prendre toutes les dispositions nécessaires pour son application, notamment par l'apposition de panneaux nécessaires à la sécurité au droit et aux abords du chantier. Cette signalisation sera maintenue en permanence de jour comme de nuit en bon état, adaptée dans pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux par l'entreprise TANGUY CONSTRUCTION de Saint-Connec chargée du chantier.

Elle se conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté du 06 novembre 1992 modifiée et complétée.

L'entreprise TANGUY CONSTRUCTION et /ou de M. PICHARD Anthony est responsable, tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toutes natures qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux et de la déviation mise en place afin de réaliser ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui.

Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes. Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien, du signataire du présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 3 : LE FAIT POUR TOUT CONDUCTEUR, DE NE PAS RESPECTER LES INDICATIONS RÉSULTANT DE LA SIGNALISATION ROUTIÈRE MISE EN PLACE RÉGLEMENTAIREMENT, EXPOSERA LE CONTREVENANT À ÊTRE RÉPRIMENDÉ PAR UNE CONTRAVENTION CONFORMÉMENT AUX TEXTES ÉDICTÉS PAR LE CODE DE LA ROUTE.

Article 2 - Validité et renouvellement de l'arrêté remise en état des lieux

Si la personne mentionnée à l'article 1, à son initiative, a réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout danger, elle est tenue d'en informer la commune. La mainlevée de l'arrêté de mise en sécurité pourra être prononcée après constatation des travaux effectués par l'intervention d'une personne instruite dans le domaine du bâtiment, si ces travaux ont mis fin durablement au danger.

La personne mentionnée à l'article 1 tient à disposition de la commune tous justificatifs attestant de la bonne et complète réalisation des travaux.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation. Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

Article 4 - Publication et affichage

Le présent arrêté est transmis au préfet du département et au Centre de Secours.

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Saint-Maudan.

Le Maire et la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de faire appliquer le présent arrêté.

Envoyé en préfecture le 08/01/2026

Reçu en préfecture le 08/01/2026

Publié le

ID : 022-212203145-20260108-ARRVO2026_005-AR

ARTICLE 5 – Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant le maire dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage. L'absence de réponse dans un délai deux mois vaut décision implicite de rejet.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rennes, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé au préalable.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Fait à Saint-Maudan, le 08/01/2026

Le Maire,
Maryline JAOUEN



Diffusions

Le bénéficiaire pour attribution ;

La commune de **Saint-Maudan** pour affichage et publication ;

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée par la loi 96-142 du 21/02/1996 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci-dessus désignée